

## Fitoussi : « On a créé un Golem ! »

*Le Figaro, 27 septembre 2003*

Jean-Paul Fitoussi est président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et professeur des universités à l'IEP de Paris. Il a publié récemment *La Règle et le choix* (Seuil). Pour *Le Figaro*, il analyse les difficultés économiques d'une France aux prises avec les règlements européens.

LE FIGARO. Comment jugez-vous la politique économique du gouvernement Raffarin ?

Jean-Paul FITOUSSI. Je n'en distingue pas vraiment la cohérence au travers des annonces quasi quotidiennes de nouvelles mesures. Un jour une baisse d'impôt, un autre la suppression d'une allocation chômage, le lendemain une augmentation de taxe... L'orientation générale est difficile à percevoir. Que l'on remette la croissance au centre du débat est une excellente chose, à condition que l'on se donne les moyens d'une politique... de croissance.

La récente initiative franco-allemande va dans ce sens. Vous satisfait-elle ?

Je la suis avec intérêt. Mais dépassera-t-elle le symbolique ? Il est trop tôt pour le savoir. L'ennui est qu'aujourd'hui, en Europe, aucun gouvernement n'a vraiment la capacité d'assumer une politique économique car il est en permanence obligé de composer avec des règles communautaires qui, généralement, le contraignent au-delà du raisonnable. Dans « l'affaire » du pacte de stabilité, par exemple, la réaction des dirigeants français relève selon moi d'une légitime irritation. Certes, ils se sont engagés à respecter l'esprit, sinon la lettre, d'un règlement qui oblige à trouver des recettes supplémentaires ou à réduire les dépenses. Mais convenez qu'en période de quasi-stagnation de telles mesures ne sont pas faites pour améliorer les choses. Aussi, dans les circonstances présentes, l'application stricte du pacte serait en contradiction avec les intérêts de la société que nos dirigeants sont en charge de gouverner. Il faut savoir prendre des accommodements avec une règle faite pour s'appliquer en temps « normaux », lorsque les circonstances sont exceptionnelles. C'est la responsabilité du politique de devoir, en ces moments-là, s'affranchir d'une règle qui paralyse son action. C'est vrai en France comme en Allemagne. Une conception rigide du pacte contribue ainsi à l'illisibilité des politiques nationales, comme de la politique européenne. Bien malin celui qui peut se reconnaître dans ce flou où la nécessité de devoir composer à tout moment, voire de revenir sur des décisions prises, est le lot quotidien.

C'est la loi de l'interdépendance...

Les pays d'Europe sont cogouvernés, à la fois par les gouvernements élus et par des règles qui apparaissent dictées par les instances communautaires mais qui, en réalité, ont été définies par les gouvernements eux-mêmes. L'illisibilité est donc imputable d'abord aux gouvernements et, ensuite, à l'immodestie des instances communautaires. En tant que citoyen, je comprends que les constants rappels à l'ordre d'autorités sans légitimité politique, aussi compétentes soient-elles, puissent finir par irriter. Qu'elles fassent des observations judicieuses et discrètes, oui ; mais qu'elles en fassent un objet de spectacle, non.

Pourquoi les politiques leur ont-ils donné ce pouvoir ?

Ils ont signé des traités, parfois dans l'urgence, toujours avec la nécessité de trouver des compromis. C'est ainsi qu'un gouvernement économique de l'Europe a été constitué. Le paradoxe est que les Européens convaincus appellent de leurs vœux un tel gouvernement sans s'être aperçus qu'il existait déjà ! Ce gouvernement est composé de trois membres : un ministre de l'activité qui détermine les taux d'intérêt, autrement dit le président de la Banque centrale européenne (BCE) dont les décisions s'imposent à tous ; un ministre de la Concurrence qui concentre entre ses mains le pouvoir législatif, exécutif et, pour une grande part, judiciaire, en même temps que le pouvoir doctrinal ; enfin, un secrétaire d'État à la Surveillance budgétaire qui n'a pas vraiment de pouvoir décisionnel, mais dont le pouvoir d'instruction est d'autant plus important que l'instruction est publique et qu'elle conduit à des admonestations qui mettent dans l'embarras les gouvernements nationaux. Il n'est jamais agréable d'être désigné comme le mauvais élève de la classe.

On savait que l'Union avait une politique monétaire. A-t-elle réellement, comme vous le dites, une politique économique ?

Oui. C'est une politique libérale, au sens littéral du terme. Ce que j'appelle le libéralisme pris au mot, dont les trois impératifs sont : la stabilité des prix, l'équilibre budgétaire et l'intensification de la concurrence. Pour les respecter, le gouvernement économique de l'Europe n'a pas besoin d'autres ministres. Le problème est que cette équipe réduite, aux pouvoirs très étendus, n'a pas de coordinateur. Les trois ministres agissent chacun selon une feuille de route qui lui est propre, sans que leur action n'entre dans un dessein de politique économique générale.

Seriez-vous partisan de remplacer la direction de la concurrence à Bruxelles par une autre instance, indépendante de la Commission ?

Non. Mais je serais pour une discussion régulière de la politique de concurrence par les chefs d'Etat et de gouvernement. Autrement l'Europe ne pourra jamais conduire de politique industrielle. Il ne s'agit pas pour eux de se prononcer sur tous les dossiers. Mais le cas Alstom, par exemple, aurait mérité d'être discuté au Conseil européen. Au lieu de quoi, ce sont les services de la Commission qui ont décidé. Le recours en matière de concurrence doit être, lorsqu'il touche au fondement même de la responsabilité industrielle des Etats, un recours politique. Un gouvernement européen par agences indépendantes non coordonnées entre elles est, peut-être, un rêve libéral celui du « dictateur bienveillant » mais il nous éloigne de façon dangereuse d'un fonctionnement normal de la démocratie. On a créé un Golem ! Ce qui serait souhaitable, au contraire, c'est un gouvernement politique de l'Europe.

Ce système du « dictateur bienveillant » explique-t-il la récession actuelle ?

Tout dépend de la façon dont les Etats membres internalisent les règles de l'Union. Dans les années 90, la France les a surinterprétées. Elle a été le meilleur élève de la classe sur le plan monétaire en menant, jusqu'à la création de l'euro, une politique extraordinairement restrictive : taux d'inflation le plus bas à l'exception... du Japon, taux de croissance le plus faible à l'exception de l'Allemagne. Mais l'Allemagne avait la réunification à gérer. Les salariés français ont souffert. Et quand les salaires stagnent, ce sont les recettes fiscales et les contributions sociales qui se tarissent.

Le gouvernement Raffarin semble l'avoir compris...

Qu'on remette la croissance au centre des préoccupations de politique économique et non pas le déficit budgétaire est essentiel. On a remis les choses à l'endroit, on ne marche plus sur la tête. Après, on pourra décider quel déficit est tolérable et quelles réformes sont nécessaires. Car on ne réforme pas une société quand on n'a que des sacrifices à lui demander et aucun avenir à lui proposer. Le dynamisme est affaire d'incitations. Comme disait l'Homo sovieticus : « Vous faites semblant de me payer, je fais semblant de travailler ! » J'ai combattu dans les années 90 deux idées reçues aberrantes, mais largement partagées à droite comme à gauche selon lesquelles la croissance ne créerait plus d'emplois et que la réduction du temps de travail devenait inéluctable. Or on perçoit aujourd'hui que pour réhabiliter le travail, il faut retrouver la croissance. Il ne faudrait pas qu'une interprétation dogmatique des règles européennes empêche les gouvernements de conduire jusqu'au bout leurs politiques économiques...

Mais comment expliquer que le pacte de stabilité soit bon pour les uns l'Espagne notamment et pas pour les autres ?

Il n'existe pas de règles qui soient bonnes pour tous les pays et en toutes circonstances. Actuellement, les règles européennes sont très favorables à l'Espagne pour deux raisons : la première est que ce pays reçoit une part non négligeable du budget européen grâce au fonds de cohésion et au fonds régional. Cela soulage considérablement ses finances publiques. La deuxième est que l'Espagne dont le niveau de développement est plus faible que le nôtre « bénéficie », si je puis dire, d'un taux d'inflation plus élevé. Tout cela réduit son déficit budgétaire et le poids de sa dette. Or un point d'inflation en plus pour un pays dont l'endettement public est de 60 % signifie 0,6 % de déficit budgétaire en moins. En outre, la politique monétaire européenne est en Espagne très expansionniste : l'écart entre le taux d'intérêt et le taux d'inflation y est de 2. Tout se passe comme si l'Espagne bénéficiait par rapport à la France ou l'Allemagne d'un policy mix très expansif, à la fois monétaire et budgétaire. Certes le dynamisme de ce pays est réel. Mais il n'a pas de leçons à donner aux autres.

L'arrivée prochaine à la tête de la BCE du très orthodoxe Jean-Claude Trichet ne vous inquiète-t-elle pas ?

Non. Il n'a fait qu'appliquer la politique que le gouvernement avait définie, celle du maintien de la parité franc-mark à tout prix, quoi qu'il en coûte à la société française. Les errements qui ont caractérisé la politique française dans les années 1990 ne sont pas reproductibles. Il s'agissait alors de respecter les critères de Maastricht pour entrer dans la zone euro. C'était le billet d'entrée. Aujourd'hui les conditions sont différentes. Les comparaisons ne se font plus avec l'Allemagne, mais avec les Etats-Unis.

Quelles suggestions formuleriez-vous pour doter l'Union européenne d'un meilleur gouvernement économique ?

J'en ferais trois : d'abord, l'objectif d'inflation, comme tout objectif politique, devrait être défini par une instance politique, la BCE conservant toute son indépendance de moyens. Cela aurait pour avantage de soumettre la Banque centrale européenne, comme toutes les banques centrales du monde, à une procédure de responsabilité : rendre des comptes à une instance dotée du pouvoir de modifier ses objectifs. Ensuite, sortir l'investissement public matériel et immatériel du calcul du déficit budgétaire. La France et l'Allemagne auraient alors les coudées plus franches pour une politique de croissance. Enfin, affirmer bien haut qu'il appartient au Conseil Européen de définir la doctrine de la concurrence, et par ce biais la politique industrielle.

Le gouvernement français doit-il s'attaquer sans tarder aux dépenses de l'Etat ?

Oui bien sûr, mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Les dépenses de l'Etat, stricto sensu, ne représentent que 15 % à 20 % du PIB. Le reste appartient aux collectivités locales et aux administrations sociales. Améliorer l'efficacité de l'Etat, c'est dépenser moins dans certains secteurs et plus dans d'autres. Mais, à mon grand étonnement, aucune étude exhaustive et détaillée, poste par poste, ne me semble exister. La Cour des comptes, qui est un bon lieu d'expertise, travaille beaucoup sur le sujet, mais ses rapports ne semblent guère être suivis d'effets.

On parle beaucoup du déclin français. Est-ce que pour vous la France va mal ?

La France se perçoit comme allant mal, ce qui est différent. Une grande majorité de Français va bien, mais une fraction non négligeable vit dans de grandes difficultés. Le pays a besoin qu'on lui montre un avenir plus clair, que l'on réhabilite la notion de progrès économique et social. Autrement il a tendance à se crisper sur les acquis...